



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



CONCOURS D'ENTREE A L'ECOLE DE 2019

TROISIEME CONCOURS

3ème épreuve d'admissibilité

QUESTION CONTEMPORAINE

(durée : cinq heures – coefficient 4)

Une épreuve consistant en une composition sur une question contemporaine d'ordre général portant sur le rôle des pouvoirs publics et leurs rapports à la société. Un court dossier est mis à la disposition des candidats.

Cette épreuve de composition porte sur un sujet ayant trait à l'Etat, aux pouvoirs publics et à leurs rapports avec la société. Elle a pour but de mesurer la capacité des candidats à réfléchir sur le sens du service de l'Etat dans la société contemporaine et vise à apprécier l'aptitude de futurs hauts fonctionnaires à appréhender les enjeux et les finalités de l'action publique et du politique dans le gouvernement des sociétés.

Cette composition, qui n'est en aucun cas réductible à une épreuve technique, suppose des connaissances dans les domaines littéraire, philosophique, historique et des sciences humaines et sociales. Au-delà de la vérification des qualités d'argumentation et de rédaction, le candidat doit témoigner de capacités critiques et formuler un point de vue qui lui soit propre.

Le dossier, d'une longueur de dix pages au maximum, comporte trois ou quatre documents visant à permettre au candidat d'élargir sa réflexion. Sa consultation est facultative et il ne saurait donner lieu à synthèse ni limiter l'étendue du sujet.

SUJET

L'Etat stratège au 21^{ème} siècle

	Documents joints	Pages
1.	« Routes de la soie : « L'Occident incapable de trouver une stratégie cohérente, à la mesure du défi que jette la Chine » », <i>www.lemonde.fr</i> , 22 mars 2019.	1 et 2
2.	« PISA 2019 : combien de points obtient la France dans le dernier classement », Axelle Choffat, <i>www.linternaute.com</i> , 14 décembre 2018 (extraits).	3 à 5
3.	« A travers sa fondation, Bill Gates contourne l'Etat et s'achète du pouvoir », interview de Lionel Astruc par Benoît Collombat dans l'émission Secrets d'info, <i>www.franceinter.fr</i> , 16 mars 2019.	6

Liste des sigles :

PIB : Produit intérieur brut

Routes de la soie : « L'Occident incapable de trouver une stratégie cohérente, à la mesure du défi que jette la Chine »

Les diplomates Minh Pham et Yves Carmona s'interrogent dans une tribune au « Monde » : comment faire face à la Chine en l'absence de lignes de front marquées, de politique ou de budget d'agression clairement définis et de cible visible sur laquelle tirer ?

Tribune. La visite du président chinois Xi Jinping en Italie et en France préfigure-t-elle le monde de demain ? Son pays est, en tout cas, le grand bénéficiaire du nouvel ordre économique mondial. En 2050, la Chine en sera numéro un, distançant l'Inde et les Etats-Unis.

Si la guerre n'a pas entre-temps fracassé ces projections en actionnant le « piège de Thucydide » : un conflit entre la puissance montante, la Chine, et la puissance établie, les Etats-Unis, comme dans l'Antiquité entre Athènes et Sparte. Cela fait déjà des décennies que, sans déclaration de guerre, la Chine et les Etats-Unis s'opposent sur trois fronts.

Le premier front est bien visible en mer de Chine du Sud où transite un tiers du trafic maritime mondial. La Chine y appuie ses prétentions sur une stratégie d'exclusion de zone : travaux massifs de remblai depuis 2014, conduisant à la création d'une série d'îlots à la place de hauts-fonds submersibles et leur équipement en pistes d'atterrissage, facilités portuaires et capacités militaires défensives et offensives.

Le différend au sujet des « formations

maritimes » des îles Spratleys qui oppose de longue date la Chine, la Malaisie, Taïwan, l'Indonésie et le Vietnam constitue une démonstration de force et d'affirmation de sa souveraineté, au détriment des Etats-Unis et de leurs alliés et en dépit d'un arrêt de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye en 2016.

Plus de 1 000 milliards de dollars

Le second front, plus discret, concerne la maîtrise des hautes technologies, des semi-conducteurs à l'intelligence artificielle. Cette bataille s'était déroulée sans éclat jusqu'à l'affaire Huawei, la Chine cherchant à acquérir les nouvelles technologies par des investissements en capital-risque dans la Silicon Valley.

Le troisième front porte un nom officiel: les « nouvelles routes de la soie » (en anglais, *Belt and road initiative*, BRI), un programme de prêts lancé en 2012, dépassant 1 000 milliards de dollars pour l'infrastructure, financés par la Chine et mis en oeuvre principalement par des constructeurs chinois. Il permet aux pays manquant de capitaux de puiser dans un fonds pour s'équiper d'autoroutes, de chemins de fer, de ponts, de ports, d'oléoducs et de centrales électriques.

Ce réseau d'infrastructures et de marchés, dont la tête est la Chine, est censé bénéficier aux pays acheteurs aussi bien qu'aux vendeurs, à travers deux routes internationales : la route historique de la soie à travers l'Asie centrale et l'autre, maritime, qui mène de la Chine à l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud, l'Afrique et l'Europe.

Sous la bannière du président Xi, la BRI s'appuie sur un cortège d'entreprises d'Etat qui investissent, prêtent et construisent en dehors des frontières chinoises comme la China Development Bank, l'EXIM Bank et la New Development Bank et le dernier-né (2012), la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, dont le siège est à Pékin.

Endettement non maîtrisé

En Asie en développement, où la demande en infrastructures jusqu'à 2030 est estimée à 1 700 milliards de dollars par an, la BRI mobilise de lourds financements : le chemin de fer Laos-Chine, équivalant à 35 % du PIB laotien; au Cambodge, un boom de la construction à hauteur de 80 % du PIB; en Birmanie, 1,3 milliard de dollars pour un port qui la reliera à la Chine et au couloir économique est-ouest de l'Association des pays du Sud-Est asiatique (Asean). Au Pakistan, la Chine a finalisé un prêt de deux milliards de dollars en 2018.

La liste est longue des pays bénéficiaires en Afrique, en Amérique latine et en Europe centrale et orientale, particulièrement dans les Balkans. Pour beaucoup d'entre eux, la Chine, moins regardante que les prêteurs traditionnels, constitue une source alternative de capitaux - omniprésente dans les projets et gardant le contrôle par des accords bilatéraux où elle est majoritaire. C'est là où le bât blesse. Aux yeux des Occidentaux, ces prêts conduisent les pays vulnérables, mal gouvernés, dans le piège d'un endettement non maîtrisé dont ils ne pourraient sortir qu'en remboursant en nature. De fait, nombreux sont déjà les exemples de pays débiteurs pris au piège de la dette (*debt trap*).

La réponse des Etats-Unis, de l'UE et des autres a simplement été trop peu, trop tard et trop inefficace.

Au Sri Lanka, le président Rajapaksa a obtenu de la Chine le financement de grands projets d'infrastructure, mais le gouvernement suivant, pour rembourser une dette de 1,1 milliard de dollars, a dû fournir à la Chine le port en eau profonde de Hambantota, à quelques centaines de milles de l'Inde, l'adversaire historique de la Chine. La Malaisie, face à une dette de 250 milliards de dollars, a renoncé à 20 milliards de dollars de projets soutenus par la Chine, un chemin de fer et deux oléoducs.

Enfin, en Europe, la Chine a conclu en 2016 un accord avec la Grèce lui confiant la gestion de deux des trois terminaux du Pirée pour 1,7 milliard de dollars. Demain, l'Italie lui permettrait de consolider une position de force en Méditerranée ?

A l'évidence, la BRI creuse une faille au sein de l'Union européenne (UE), qui a conduit en 2017 la Grèce à bloquer une déclaration de l'UE aux Nations unies critiquant la politique chinoise en matière de droits humains.

Commerce déséquilibré

Au-delà, c'est l'ordre économique international, déjà chancelant, qui pourrait être menacé. Un « club de Pékin » appuyé sur sa clientèle croissante pourrait venir faire concurrence au Club de Paris des prêteurs souverains, dont la Chine s'est précisément tenue à l'écart, et pousser le Fonds monétaire international (FMI) à se montrer plus accommodant envers sa puissance financière. Les pays débiteurs pourraient accorder à la Chine des garanties financières prioritaires par rapport aux créanciers du Club de Paris en matière de remboursement de la dette.

S'agissant du commerce international, la BRI risque de favoriser les entreprises chinoises par rapport aux autres; le commerce est déjà fortement déséquilibré, ce qui a suscité l'application par le président Trump de sanctions unilatérales contre les produits chinois. Sur un mode moins brutal, le président Macron, à l'occasion de sa rencontre au sommet avec le président Xi Jinping en janvier 2018, avait déclaré : « [Les routes de la soie] *ne peuvent être les routes d'une nouvelle hégémonie qui viendrait mettre en état de vassalité les pays qu'elles traversent.* »

Sera-t-il aussi ferme cette fois ? On attend également avec intérêt le document stratégique annoncé par la Commission européenne. Jusqu'à présent, malgré les rodomontades de l'administration Trump, l'Occident dans sa globalité n'a pas été capable de trouver une stratégie cohérente, à la mesure du défi que jette la Chine. A part dénoncer l'initiative BRI comme piège de l'endettement en vantant les vertus de l'austérité et de la rigueur budgétaire, la réponse des Etats-Unis, de l'UE et des autres a simplement été trop peu, trop tard et trop inefficace.

Dans cette guerre non déclarée, le défi auquel ils sont confrontés est : comment faire face à la Chine et au sourire de M. Xi Jinping en l'absence de lignes de front marquées, de politique ou de budget d'agression clairement définis et de cible visible sur laquelle tirer. La tournée européenne du président chinois sera-t-elle l'occasion d'un aggiornamento ?

« PISA 2019 : combien de points obtient la France dans le dernier classement », Axelle Choffat, *www.linternaute.com*, 14 décembre 2018 (extraits).

Document n° 2

Le prochain classement PISA, intitulé "Classement Pisa 2018", sera en fait publié en 2019. La matière principale testée sera cette fois la lecture. Plus d'un demi-million d'élèves devraient prendre part là encore à des tests de deux heures, avec **pour objectif concret de déterminer "ce que les élèves de 15 ans savent et ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils savent"**.

Les résultats du classement PISA 2016 ont été publiés le 6 décembre. **La France arrive 26e sur 70 pays et économies, d'un classement pour lequel elle avait terminé 25e en 2012.** Cette année, le domaine d'évaluation majeur portait sur les sciences, et plus de 500 000 élèves ont été testés dans le monde. Un échantillon qui se veut représentatif des quelque 29 millions de jeunes de 15 ans scolarisés au sein des 72 pays et économies participants. La France a obtenu 495 points, comme en 2012, dans cette discipline. Singapour est en tête du classement, la République dominicaine arrive dernière. La France détient le bonnet d'âne sur la question de l'inégalité des chances, une situation à nouveau déplorée par la ministre de l'Education elle-même, lors d'une conférence tenue le jour de l'annonce du verdict par l'OCDE, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

[...]

Classement PISA

Le programme PISA, plus souvent appelé "classement PISA", doit son acronyme à "Program for International Student Assessment", soit "Programme international pour le suivi des acquis des élèves". Cet ensemble d'études réalisées par l'OCDE, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, est conçu pour mesurer les performances des systèmes éducatifs au sein des pays, de manière standardisée et à grande échelle. L'enquête est publiée tous les trois ans après avoir été menée auprès de dizaines de milliers adolescents de 15 ans. Elle est réalisée dans les 34 pays membres de l'OCDE, mais aussi dans un grand nombre de pays partenaires. La première enquête PISA date de 2001.

Plus concrètement, PISA mesure les connaissances et compétences acquises de jeunes des quatre coins de la planète et la performance des systèmes éducatifs des pays tel que l'entend l'OCDE. Avec **pour slogan : "Ce que les élèves de 15 ans savent et ce qu'ils peuvent faire avec ce qu'ils savent"**.

- **Voici le dernier classement en date, publié en 2016, à partir des données recueillies en 2015.** La France est arrivée à la 26e place sur 70 :

	Pays	Score en sciences	Score en compréhension de l'écrit	Score en mathématiques
1	Singapour	556	535	564
2	Japon	538	516	532
3	Estonie	534	519	520
4	Taipei chinois	532	497	542
5	Finlande	531	526	511
6	Macao (Chine)	529	509	544
7	Canada	528	527	516
8	Viet Nam	525	487	495
9	Hong-Kong (Chine)	523	527	548
10	P-S-J-G (Chine)	518	494	531
11	Corée	516	517	524
12	Nouvelle-Zélande	513	509	495
12 ex.	Slovénie	513	505	510
14	Australie	510	503	494
15	Royaume-Uni	509	498	492
15 ex.	Allemagne	509	509	506
15 ex.	Pays-Bas	509	503	512
18	Suisse	506	492	521
19	Irlande	503	521	504
20	Belgique	502	499	507
20 ex.	Danemark	502	500	511
22	Pologne	501	506	504
22 ex.	Portugal	501	498	492
24	Norvège	498	513	502
25	États-Unis	496	497	470
26	Autriche	495	485	497
26ex.	France	495	499	493
28	Suède	493	500	494
28 ex.	République tchèque	493	487	492
28 ex.	Espagne	493	496	486
31	Lettonie	490	488	482
32	Russie	487	495	494
33	Luxembourg	483	481	486
34	Italie	481	485	490
35	Hongrie	477	470	477
36	Lituanie	475	472	478
36 ex.	Croatie	475	487	464

	Pays	Score en sciences	Score en compréhension de l'écrit	Score en mathématiques
36 ex.	CABA (Argentine)	475	475	456
39	Islande	473	482	488
40	Israël	467	479	470
41	Malte	465	447	479
42	République slovaque	461	453	475
43	Grèce	455	467	454
44	Chili	447	459	423
45	Bulgarie	446	432	441
46	Émirats arabes unis	437	434	427
47	Uruguay	435	437	418
47 ex.	Roumanie	435	434	444
49	Chypre ¹	433	443	437
50	Moldavie	428	416	420
51	Albanie	427	405	413
52	Turquie	425	428	420
52 ex.	Trinité-et-Tobago	425	427	417
54	Thaïlande	421	409	415
55	Costa Rica	420	427	400
56	Qatar	418	402	402
57	Colombie	416	425	390
57 ex.	Mexique	416	423	408
59	Monténégro	411	427	418
59 ex.	Géorgie	411	401	404
61	Jordanie	409	408	380
62	Indonésie	403	397	386
63	Brésil	401	407	377
64	Pérou	397	398	387
65	Liban	386	347	396
65 ex.	Tunisie	386	361	367
67	ERYM	384	352	371
68	Kosovo	378	347	362
69	Algérie	376	350	360
70	République dominicaine	332	358	328

- *PISA 2015 fournit des résultats récoltés auprès de 540 000 élèves de 15 ans au sein de 72 pays de l'OCDE et pays partenaires non-membres de l'OCDE. Un panel qui est jugé représentatif des 29 millions d'élèves de cet âge scolarisés dans ces 72 pays et économies.*
- *Le classement ci-dessus est reproduit tel que le présente l'étude PISA. Il est basé sur les points acquis en sciences, le "domaine majeur" de l'étude (première colonne).*

[...]

Le journaliste a enquêté sur la fondation du patron de Microsoft et de sa femme. La fondation Bill et Melinda Gates, dont l'intention affichée est de lutter contre les inégalités, investirait dans des activités "peu éthiques" et "nourrirait les fléaux contre lesquels elle prétend lutter".

C'est l'un des hommes les plus riches du monde. Sa fortune est estimée à plus de 96,5 milliards de dollars. Fondateur de Microsoft, Bill Gates est aussi à la tête de la fondation Bill & Melinda Gates, une fondation philanthropique mondiale.

Dotée d'un budget annuel d'environ 4,7 milliards de dollars, cette fondation, qui existe depuis 2000, s'intéresse à tous les domaines : santé, agriculture, éducation, etc. *"Officiellement, son objectif est de lutter contre les inégalités, explique Lionel Astruc. En réalité, elle alimente davantage et consolide un système qui produit des inégalités."* Le journaliste a enquêté et publie *L'art de la fausse générosité - La fondation Bill et Melinda Gates* (éditions Actes Sud).

"Collusion et de conflit d'intérêt"

Pour le journaliste, la fondation aurait une certaine vision du monde bien éloignée de ses bonnes intentions affichées. *"Bill Gates est obsédé par la technologie. Dans le domaine de l'agriculture, il est absolument persuadé que les OGM¹ vont sauver le monde. Mais là où cela pose problème, c'est qu'il cherche à imposer ses solutions."* À travers sa fondation, Bill Gates orienterait les politiques de recherche et de développement. *"Sa fondation intervient directement dans le secteur privé, poursuit Lionel Astruc. Au Malawi par exemple, elle pousse les agro-distributeur à utiliser des produits phytosanitaires fabriqués par Monsanto. Il y a une vraie forme de collusion et de conflit d'intérêt."*

La fondation figure à la cinquième place des plus gros financements pour l'agriculture dans les pays en développement. *"La fondation a plus de budget que bien des États. Bill Gates maîtrise l'art de transformer cette pseudo-générosité en pouvoir pour alimenter un système qui le porte, lui, en haut de la pyramide."*

Un trust opaque

Derrière la fondation, on retrouve un fond d'investissement, un *trust*, dont les seuls administrateurs sont Bill et Melinda Gates. Mais le fonctionnement de ce *trust* est opaque : il investirait dans des activités peu éthiques. *"Ce fond de dotation alimente les fléaux contre lesquels prétend lutter la fondation, affirme Lionel Astruc. Industrie de l'armement, malbouffe, OGM, industries d'extraction minière, pétrole... On est très loin de l'intérêt général."*

Pour le journaliste, *"Bill Gates contourne l'État et s'achète du pouvoir. [...] Son objectif est de faire marcher un système économique dans lequel les multinationales sont reines. Il n'y a pas de duperie ou de malice; il y croit vraiment."*

¹ Organisme Génétiquement Modifié